

**Nations unies - Représentation  
équitable au Conseil de sécurité -  
Intervention de la représentante  
permanente adjointe de la France  
auprès des Nations unies -  
Assemblée générale  
(New York, 20 novembre 2018)**

Monsieur le Président,

La France félicite l'Ambassadrice Lana Zaki Nusseibeh, représentante Permanente des Emirats-Arabes unis, et l'ambassadeur Christian Braun, représentant permanent du Luxembourg, pour leur nomination en tant que co-facilitateurs des négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité. Nous savons que nous pouvons compter sur leur dynamisme et sur leur volonté, comme sur leur capacité à rapprocher les uns et les autres dans le cadre d'un dialogue constructif. La France leur apportera tout son soutien pour favoriser le succès de leur mission.

Monsieur le Président,

Soyons lucides : année après année, nous reprenons les mêmes discussions sur la réforme du Conseil de sécurité sans ouvrir de réelles négociations.

Pourtant, les co-présidents ont déployé des efforts réels lors des dernières sessions, dans un contexte particulièrement difficile, aboutissant à l'adoption de documents utiles.

Nous pouvons citer l'élaboration lors de la 69e session d'un document-cadre susceptible de préfigurer une négociation globale sous la conduite de l'ambassadeur Courtenay Rattray, les éléments de convergence adoptés sous la conduite de l'ambassadrice Sylvie Lucas, et enfin les points communs établis sous la conduite des ambassadeurs Khaled Khiari et Ion Jinga, puis de l'ambassadrice Lana Zaki Nusseibeh et de l'ambassadeur Kaha Imnadze, que je souhaite remercier chaleureusement pour leurs efforts patients et volontaires exercés au cours de la précédente session.

Mais ces développements ne doivent pas masquer notre incapacité collective à faire avancer ce dossier pourtant essentiel pour notre Organisation et pour faire advenir le multilatéralisme renforcé, exigeant et en mouvement que nous appelons de nos vœux, un multilatéralisme moderne, capable de répondre aux défis globaux de notre temps.

Pourtant, il y a urgence. Il en va de la pertinence, de la crédibilité, de l'équité et de l'efficacité

de notre Organisation. La question de la réforme du Conseil de sécurité est aujourd'hui aussi pressante qu'elle l'était lors du sommet mondial de 2005, au cours duquel nous avons adopté le document final appelant à réformer le Conseil pour le rendre plus représentatif et plus légitime. Devant la faiblesse des progrès accomplis depuis lors, l'impatience et la lassitude des Etats et des peuples est de plus en plus forte et compréhensible.

Il faut le redire avec force, c'est à cette Assemblée de prendre ses responsabilités et de mener une négociation qui soit sincère et complète.

En effet, cette réforme est fondamentale : le Conseil de sécurité doit davantage refléter les réalités du monde d'aujourd'hui, tout en renforçant sa capacité à assumer pleinement ses responsabilités en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Une telle évolution est toujours plus indispensable, alors que le secrétaire-général met en oeuvre un processus ambitieux de réforme de notre Organisation en ce qui concerne les trois piliers de la paix et de la sécurité, du développement et de la gestion des Nations Unies, avec le soutien de l'Assemblée générale.

Pour effectuer des progrès décisifs, la France est convaincue, comme une très grande majorité des délégations, qu'il est nécessaire de débiter dès que possible la négociation d'un texte. Nous comptons sur les nouveaux co-facilitateurs pour oeuvrer en ce sens.

Sur le fond, la position de la France est constante et connue. Nous souhaitons que le Conseil tienne compte de l'émergence des nouvelles puissances qui ont la volonté et la capacité d'assumer la responsabilité d'une présence permanente au Conseil de sécurité et qui sont, conformément à la charte des Nations Unies, en mesure d'apporter une contribution importante à l'action du Conseil. À cet égard, la France apporte son appui à la candidature de l'Allemagne, du Brésil, de l'Inde et du Japon comme membres permanents du Conseil de sécurité, ainsi qu'à une présence renforcée des pays Africains, parmi les membres permanents et non-permanents. Cette évolution nécessaire n'a que trop tardé.

Monsieur le Président,

Comme le Président Macron l'a déclaré dans son discours devant cette Assemblée en septembre dernier, notre réponse aux crises ne doit pas être entravée par les divisions du Conseil de sécurité. C'est dans cet esprit que la France a proposé, il y a désormais plusieurs années, que les cinq membres permanents du Conseil suspendent volontairement et collectivement l'usage du veto en cas d'atrocités de masse. Cette démarche volontaire n'exige pas une révision de la charte mais un engagement politique.

Aujourd'hui, cette initiative, que nous portons conjointement avec le Mexique est soutenue par 101 pays. Dans le même esprit, le code de conduite élaboré par le groupe ACT, que la France soutient, a également recueilli un très grand nombre de soutiens. Forts de cette dynamique, nous nous attachons à convaincre les autres Etats membres de nous rejoindre. Il est dans l'intérêt commun de tous les Etats membres que le Conseil de sécurité puisse accomplir son

mandat et jouer tout son rôle, en particulier face aux situations d'atrocités de masse.

Ces initiatives sur l'encadrement du droit de veto, qui vont dans le sens d'un Conseil plus juste, plus responsable et plus efficace, sont complémentaires à la réforme globale du Conseil, réforme pour laquelle la France continuera de plaider avec conviction et dynamisme.

Monsieur le Président,

Il nous appartient collectivement de prendre la mesure des responsabilités qui nous incombent, pour faire évoluer le statu quo, dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies. La difficulté de cette réforme ne doit pas en faire diminuer l'impérieuse nécessité.

Je vous remercie./.